

NOTE SUR LA SITUATION DE L'EMPLOI DANS LES ALPES-MARITIMES

Baromètre du mois d'août 2023

Dispositif	Période	Valeur	Evolution	Commentaire
Effectifs salariés	T12023	437702	↗	A dépassé le niveau atteint avant la crise 4 ^{ème} T 2019 (411 484)
Taux de chômage	T1 2023			
○ Alpes Maritimes		7.1%	↘	Plus bas que le niveau atteint avant la crise 4 ^{ème} T 2019
○ Zone d'emploi de Nice		7.2%	↘	Plus bas que le niveau atteint avant la crise 4 ^{ème} T 2019
○ Zone d'emploi de Cannes Antibes		7.5%	↘	Plus bas que le niveau atteint avant la crise 4 ^{ème} T 2019
○ Zone d'emploi de Menton Vallée de la Roya		6.0%	↘	Plus bas que le niveau atteint avant la crise 4 ^{ème} T 2019
DEFM	T2 2023			
○ catégorie A		52770	↘	baisse trimestrielle de 2,9%, baisse annuelle de 9,4% et toujours inférieur au niveau de 2019 : 4 ^{ème} T 2019 (65 290)
○ catégorie ABC		91010	↘	Plus bas que le niveau atteint avant la crise 4 ^{ème} T 2019 (99 740)
○ jeunes catégorie ABC		8970	↘	Baisse trimestrielle de 2,2 % baisse annuelle de 2,3 % et toujours inférieur au niveau de 2019 : 4 ^{ème} T 2019 (10 280)
○ séniors catégorie ABC		28410	↘	Plus bas que le niveau atteint avant la crise 4 ^{ème} T 2019 (30 200)
Ruptures conventionnelles	08/23			
○ Individuelles		7240	↘	9307 ruptures conventionnelles individuelles cumulées en août 2022
○ collectives (+10) et PSE		22 procédures concernant 345 salariés	↗	fin août 2022, on avait enregistré 11 procédures concernant 192 salariés
Apprentissage, nombre de contrats	Janvier à mars 2023	1103	↗	Augmentation par rapport à janvier mars 2022

L'évolution pour l'effectif salarié, le taux de chômage et la DEFM est trimestrielle.

Pour les ruptures conventionnelles collectives, l'apprentissage, elle se fait en cumul glissant/année

Pour les autres indicateurs, elle est mensuelle.

Direction **NOTE SUR LA SITUATION DE L'EMPLOI DANS LES ALPES-MARITIMES**
(août 2023)

☎ : 04 93 72 76 39
☎ : 04 93 83 66 90

Mél :
Ddets-direction@alpes-maritimes.gouv.fr

SOMMAIRE

1. LES SALARIES EN EMPLOI DANS LES ALPES MARITIMES.....	3
1.1 Effectifs 1er trimestre 2023.....	3
1.2 Effectifs par secteur d'activité au 1er trimestre 2023.....	3
1.2.1 Travailleurs transfrontaliers, résidents Français.....	4
1.2.2 Les contrats aidés et les contrats engagement jeunes.....	4-5
1.2.3 Contrats en alternance.....	5
2. LES RUPTURES DE CONTRAT DE TRAVAIL.....	6
2.1 Synthèse des procédures de licenciement collectif d'au moins 10 salariés et des ruptures conventionnelles collectives engagées dans les Alpes Maritimes.....	6-7
3. LE MARCHE DU TRAVAIL.....	8
3.1 Taux de chômage au 1er trimestre 2023.....	9-10
3.2 La demande d'emploi enregistrée par Pôle Emploi au 2ème trimestre 2023.....	10
3.2.1 Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) au 2 ^{ème} trimestre 2023.....	10-13

ANNEXE. METROPOLE NICE COTE D'AZUR

Information à l'attention du lecteur :

Source : la Statistique mensuelle du marché du travail (STMT) est une source statistique exhaustive issue des fichiers de gestion de Pôle emploi. Elle porte sur tous les demandeurs d'emploi inscrits, entrés ou sortis des listes un mois donné.

La correction des variations saisonnières (CVS) et des effets des jours ouvrables (CJO) permet de rendre les évolutions mensuelles pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Comme chaque année, la Dares a actualisé les coefficients de CVS et de CJO, pour tenir compte de l'année écoulée. Cette actualisation modifie l'ensemble des séries diffusées antérieurement.

1. LES SALARIES EN EMPLOI DANS LES ALPES-MARITIMES

Les effectifs salariés sont présentés en données CVS de sources Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles ACOSS-URSSAF ; DARES ; INSEE.

1.1. Effectifs au 1er trimestre 2023

- ▷ Légère augmentation des effectifs (secteur marchand et non marchand) entre le 4ème trimestre 2022 (435 027 emplois) et le 1er trimestre 2023 (437 702 emplois) : + 0.6 %
- ▷ Augmentation des effectifs annuels entre le 1er trimestre 2022 (429 025 emplois) et le 1^{er} trimestre 2023 (437 702 emplois) : +2,0 %

Maj 29/06/2023

1.2. Effectifs par secteur d'activité au 1er trimestre 2023

Secteur d'Activité	Evolution	Alpes-Maritimes 1er trimestre 2023
Agriculture, sylviculture et pêche	2023 T1 Evol. T-1 Evol. N-1	1057 -1,7% +4,7%
Industrie	2023 T1 Evol. T-1 Evol. N-1	32 281 +0.6% +2.6%
Construction	2023 T1 Evol. T-1 Evol. N-1	27 625 -0,8% +0.0 %
Tertiaire marchand	2023 T1 Evol. T-1 Evol. N-1	240 055 +1,1 % +3.3 %
✓ Dont Commerce	2023 T1 Evol. T-1 Evol. N-1	62 039 +0.84 % +1.39 %
✓ Dont HCR	2023 T1 Evol. T-1 Evol. N-1	40 213 +1,70% +8,04%
Tertiaire non marchand	2023 T1 Evol. T-1 Evol. N-1	136 683 +0.20% +0,10 %
TOTAL	2023 T1 Evol. T-1 Evol. N-1	437 702 +0.60 % +2,00 %

T-1 : évolution trimestrielle ; N-1 : évolution annuelle
Maj 29/06/2023

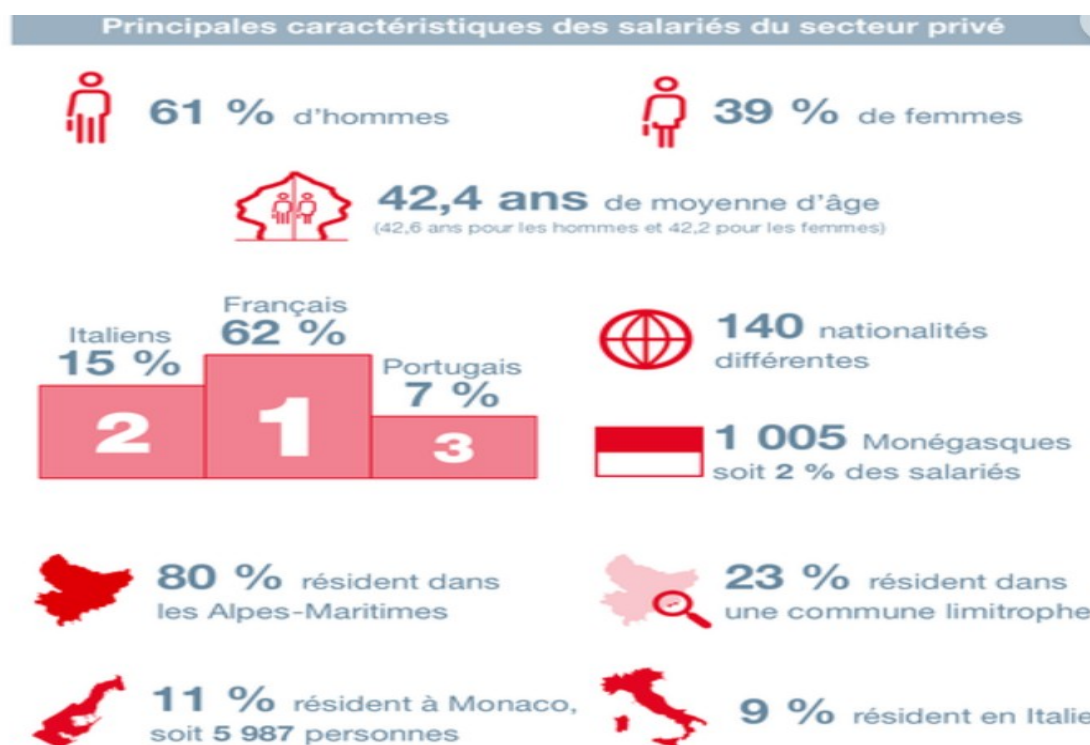
1.2.1. Travailleurs transfrontaliers, résidents français

Salariés en Principauté de Monaco dans le secteur privé	Salariés en provenance des Alpes-Maritimes	Dont communes limitrophes à Monaco : Beausoleil, Cap d'Ail, La Turbie, Roquebrune Cap Martin
55 472	80%	23%

Sur les dernières données de l'Institut Monégasque de Statistiques, 55 472 salariés sont employés en Principauté dans le secteur privé à la fin de l'année 2022.

Les pendulaires constituent la majorité de la main d'œuvre salariée de Monaco et leur proportion n'a cessé d'augmenter ces dernières années.

– Source : IMSEE – Monaco Statistics



1.2.2. Les contrats aidés et les Contrats Engagement Jeunes

Dans un contexte de reprise économique dynamique, l'année 2023 est marquée par la continuité d'un pilotage strict des enveloppes de contrats aidés.

Comme en 2022, un cadencement des prescriptions est mis en place avec les prescripteurs.

Un nouvel arrêté régional publié le 12 mai 2023 acte les nouveaux taux applicables pour ces contrats aidés.

Pour les PEC, les taux de prise en charge varient de 40 % à 60 % (du taux horaire du SMIC brut) en fonction des publics (*80 % pour des bénéficiaires du RSA résidents des territoires d'expérimentation : 5ème et 7ème arrondissements de Marseille dans le cadre de la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens*).

Sont priorités les publics demandeurs d'emploi seniors de plus de 50 ans, personnes en situation de handicap, bénéficiaires du RSA dans le cadre de conventions annuelles d'objectifs et de moyens signés entre l'État et le Conseil Départemental.

Pour le secteur marchand, concernant les CIE jeunes, le taux d'aide est fixé à 35 % avec une majoration possible de 5 % si le recrutement s'effectue sur l'un des 23 métiers en tension figurant à l'article 2 de l'arrêté.

Les tableaux ci-dessous indiquent le taux de réalisation des contrats suivants : Parcours Emploi Compétences (PEC), Contrats d'Insertion dans l'Emploi pour les Jeunes (CIEJ), et Contrats Engagement Jeunes (CEJ)

S33 : PEC CIE

S33 : CEJ

	Alpes-maritimes	Objectifs 2023	Taux de réalisation sur objectifs
PEC Tous Publics	447	903	49,50 %
* Part du public QPV en %	14,57		
* Part du public ZRR en %	5,6		
* Part du public Jeune en %	19,73		
* Part du public seniors %	39,46		
* Part du public TH en %	19,73		
* Part du public DELD %	60,98		
* Part du public BRSA en %	29,59		
dont renouvellement	146		
dont cofinancés	51	100	51,00 %
cumul 2023 au 19/08/2023(POP)			

CIE Jeunes	184	373	49,32 %
dont renouvellements	21		
cumul 2023 au 19/08/2023(POP)			

* PEC : Part des publics en % : un même bénéficiaire peut être comptabilisé dans plusieurs colonnes, les caractéristiques des publics sont extraites indépendamment les unes des autres

	Alpes-maritimes	Objectifs 2023	Taux de réalisation sur objectifs
Contrat Engagement Jeune S33 au 20/08/2023	2843	4530	62,76 %
dont PE	1153	1740	66,26 %
dont ML	1690	2790	60,57 %

1.2.3. Contrats en alternance

Pour l'année 2023, le gouvernement renouvelle son soutien au recrutement des apprentis et des salariés en contrat de professionnalisation, pour tous les contrats conclus entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2023, pour les mineurs et majeurs de moins de 30 ans, jusqu'au niveau master et pour toutes les entreprises.

Quel est le montant de l'aide ?

Aide financière de :

- 6 000 euros maximum pour un apprenti, quel que soit son âge
- 6 000 euros maximum pour un salarié en contrat de professionnalisation jusqu'à 29 ans révolus

À noter : cette aide est cumulable avec les [aides spécifiques pour les apprentis aux situations de handicap](#).

Pour plus d'information, et en savoir plus sur les aides pour les contrats conclus avant le 1^{er} janvier 2023, vous pouvez consulter le site du Ministère du travail dont voici le lien :

[Aide 2023 aux employeurs qui recrutent en alternance - Ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr)

Focus sur le contrat d'apprentissage au 22 juin 2023

CONTRATS D'APPRENTISSAGE

Mise à jour : 22 juin 2023

Nombre d'embauches* en contrat d'apprentissage

	mars 2023	Cumul de janvier à mars 2023	Cumul de janvier à mars 2022	Variation du cumul (en %)
Alpes-Maritimes	345	1 103	986	+11,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 299	4 451	4 384	+1,5
France métropolitaine	13 046	49 967	45 977	+8,7

* embauches = nouvelles entrées + reconductions

Note : Données brutes, provisoires

Champ : secteurs public et privé

Source : Système d'information sur l'apprentissage de la Dares - Traitements : Dares

2. LES RUPTURES DE CONTRAT DE TRAVAIL

2.1 Synthèse des procédures de licenciement collectif d'au moins 10 salariés et des ruptures conventionnelles collectives engagées dans les Alpes-Maritimes

Sont comptabilisées les Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) notifiés à la DIRECCTE UD 06 ainsi que les procédures de licenciement collectif d'au moins 10 salariés hors PSE (pour des entreprises non soumises à l'obligation de PSE du fait de leur effectif), y compris les règlements et liquidations judiciaires

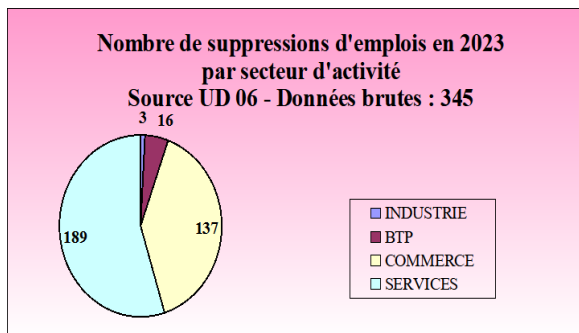
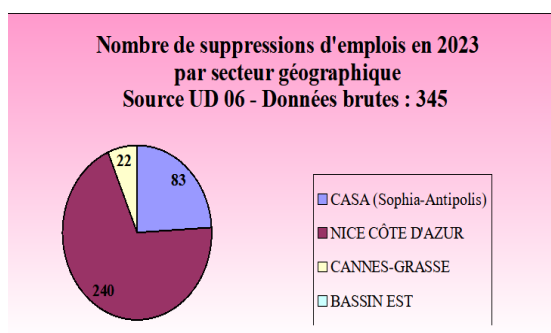
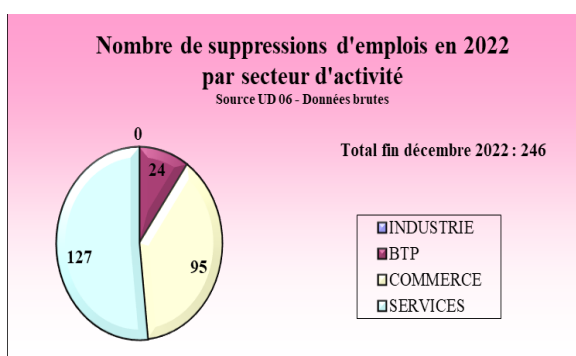
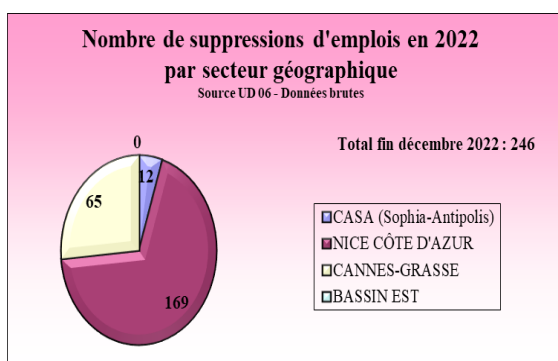
Procédures licenciements collectifs d'au moins 10 salariés et ruptures conventionnelles collectives

Année	Nombre de salariés	Nombre de procédures
2015	1 010	22
2016	630	15
2017	825	19
2018	1 095	20
2019	595	46
2020	326	36
2021	459	20
2022	246	15
2023	345	22

4 secteurs d'activités sont principalement impactés : les secteurs du commerce de détail, de la restauration rapide, des services et du BTP 2^{ème} œuvre, pour une volumétrie globale en progression par rapport à août 2022, qui s'accompagne par la hausse des petites procédures de moins de 10 licenciements.

En cumul sur l'année 2023 (mois d'août) : 12 procédures de licenciement collectif de plus de 10 personnes, et 10 PSE dont 6 PSE nationaux ayant un impact sur les Alpes Maritimes, soit 345 salariés concernés.

Par comparaison, en cumul à fin août 2022, on avait enregistré 11 procédures concernant 192 salariés.



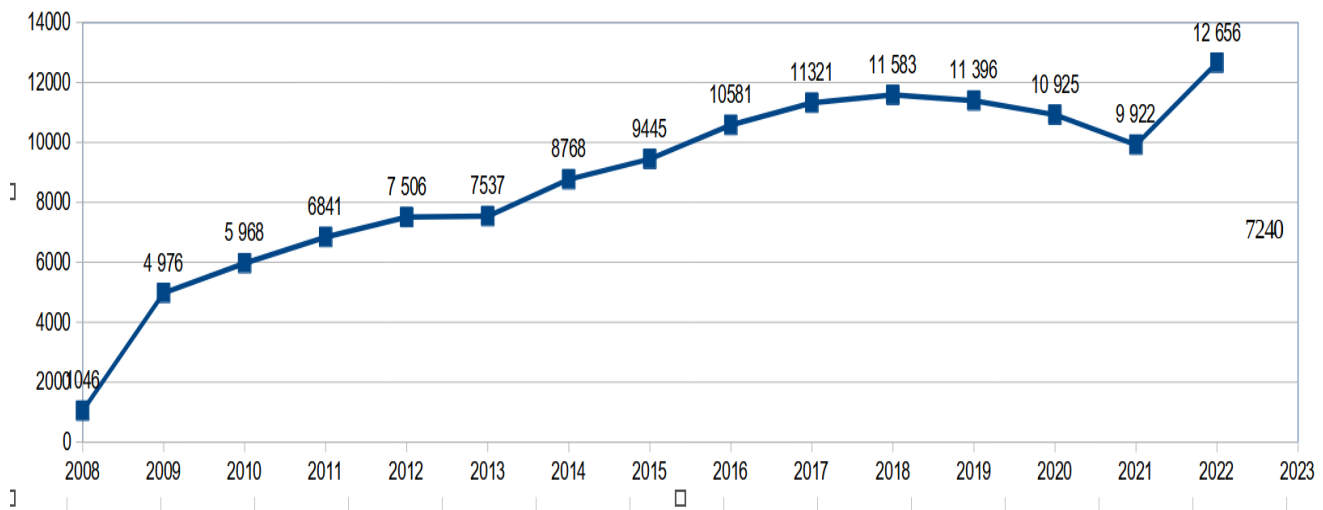
Remarque : La rupture conventionnelle du contrat de travail à durée indéterminée a été mise en place par la loi portant modernisation du marché du travail n° 2008-596 du 25 juin 2008. Elle permet à l'employeur et au salarié de convenir en commun des conditions de la rupture du contrat de travail, par une convention qui doit être homologuée par la DRETS dans un délai de 15 jours ouvrables. A défaut de rejet dans ce délai, la demande est réputée acceptée.

La convention doit prévoir notamment une indemnité de rupture qui ne peut être inférieure à l'indemnité légale de licenciement ni, dans la plupart des secteurs, à l'indemnité conventionnelle prévue dans la branche si celle-ci est plus favorable au salarié (Cf. avenant n°4 à l'ANI du 11 janvier 2008).

La rupture conventionnelle n'est pas applicable aux ruptures de contrats de travail résultant des accords collectifs de GPEC ou des plans de sauvegarde de l'emploi. Elle ouvre droit au bénéfice des allocations d'assurance chômage.

RUPTURES CONVENTIONNELLES INDIVIDUELLES

Nombre de demandes reçues par année



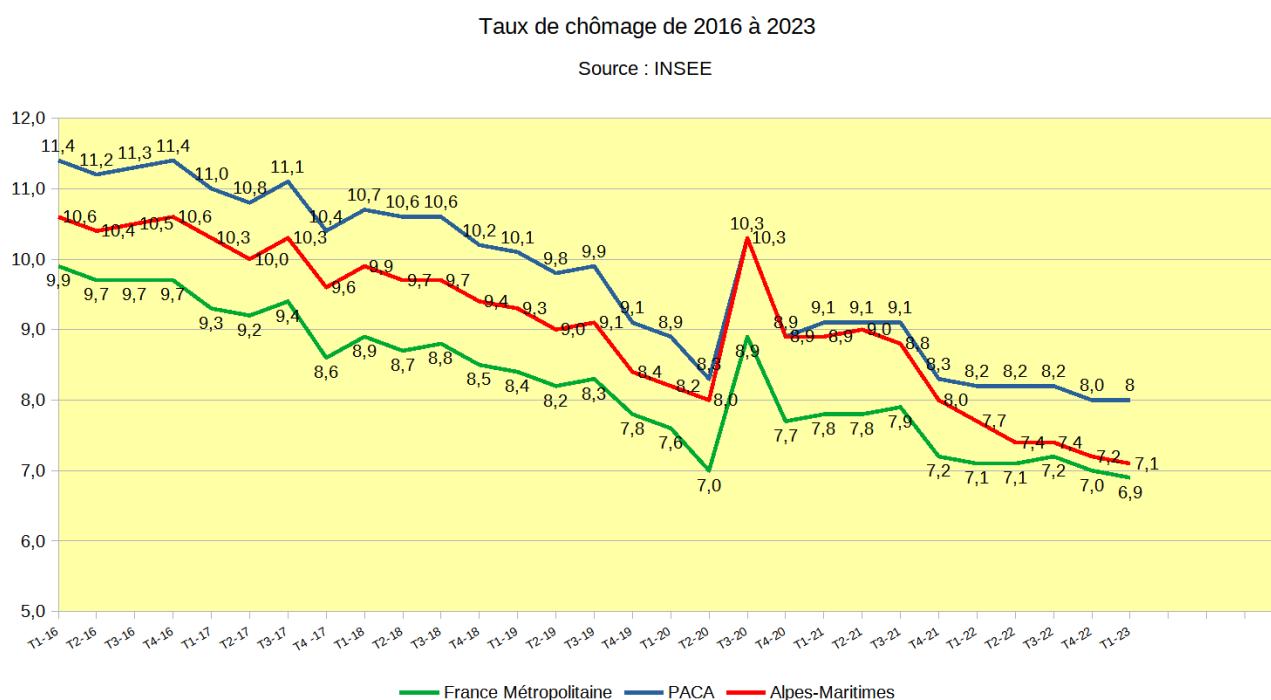
3 LE MARCHÉ DU TRAVAIL

➤ Deux indicateurs permettent de mesurer le niveau global du chômage : le **taux de chômage** et la **demande d'emploi**

3.1 Taux de chômage au 1er trimestre 2023 :

3.2

Le taux de chômage étant une fraction, son évolution dépend de celle du numérateur (nombre de personnes se déclarant sans emploi) mais aussi du dénominateur (population active). Le nombre de demandeurs d'emploi inscrit à Pôle Emploi peut croître alors que le taux de chômage baisse si la population active augmente ou si les reprises d'emploi concernent des actifs non inscrits à Pôle Emploi. Les séries de taux de chômage localisés tiennent désormais compte des résultats d'Estel 2008, qui peuvent conduire à des révisions de la population active.



Les taux de chômage au 1^{er} trimestre 2023 :

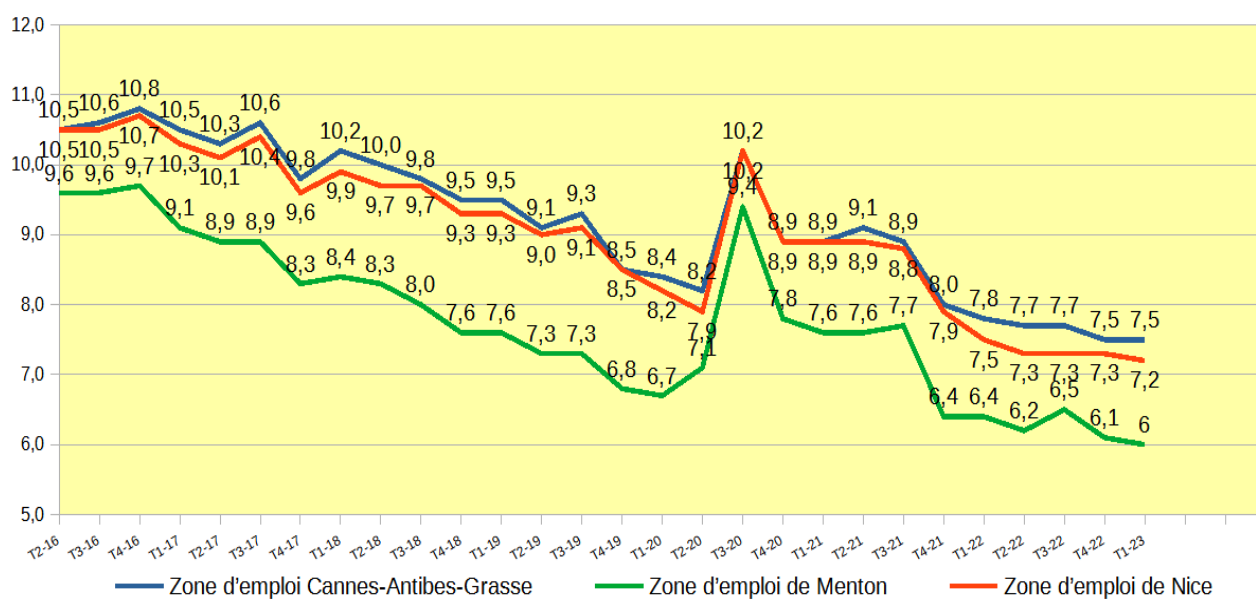
- **France : 6,9 %** ; évolution trimestrielle : 0.0 % , évolution annuelle : -0.2 %
- **PACA : 8.0 %** ; évolution trimestrielle : 0,0 % , évolution annuelle : -0.3 %
- **Alpes-Maritimes : 7.1 %** ; évolution trimestrielle : -0.1 % ; évolution annuelle : -0,5 %

Après les Hautes Alpes (6.7%), le taux de chômage du département des Alpes-Maritimes est le plus bas de PACA, Son taux trimestriel est en légère baisse par rapport à celui du trimestre précédent (-0,1%) et son taux annuel est en baisse par rapport à celui du même trimestre l'année précédente (-0,5%)

Pour information : LeVar : 7,2%, les Alpes de Haute Provence : 8.0 % , les Bouches du Rhône : 8.6 % , et le Vaucluse : 9.4. %).

Taux de chômage trimestriels par zone d'emploi de 2016 à 2023

Source : INSEE



Les taux de chômage au 1er trimestre 2023 par zone d'emploi :

- **Cannes-Antibes** : 7.5 % ; évolution trimestrielle : 0,0 %, évolution annuelle : -0,5 %
- **Nice** : 7.2 % ; évolution trimestrielle : -0,1 %, évolution annuelle : -0,4 %
- **Menton Vallée de la Roya** : 6.0% ; évolution trimestrielle : -0,1 %, évolution annuelle : -0,5 %

3.3 La demande d'emploi enregistrée par Pôle Emploi au 2ème trimestre 2023

3.3.1 Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) au 2ème trimestre 2023

La situation des demandeurs d'emploi est déterminée à la fin de chaque mois. Dans cette publication, les nombres de demandeurs d'emploi sont obtenus en faisant la moyenne sur le trimestre

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle Emploi En catégories A-B-C au 2ème trimestre 2023

Données CVS	Alpes-Maritimes	PACA	France Métropolitaine
Ensemble des catégories A, B, C	91010	445970	5067700
Evolution sur 1 trimestre*	-1,40 %	-0,90 %	-0,40 %
Evolution sur 1 an**	-3,10 %	-1,70 %	-1,90 %
Femmes catégories A, B, C	47520	229960	2613800
Dont catégorie A	52770	256340	2 799500
Evolution sur 1 trimestre*	-2,90 %	-1,90 %	-0,1%
Evolution sur 1 an**	-9,40 %	-6,30 %	-5,00 %
<u>Moins de 25 ans</u>	5520	31270	374200
Evolution sur 1 trimestre*	-5,00 %	-1,50 %	0,40 %
Evolution sur 1 an**	-3,80 %	-1,00 %	2,10 %
<u>Entre 25 et 49 ans</u>	30500	150110	1641800
Evolution sur 1 trimestre*	-2,00 %	-1,40 %	0,60 %
Evolution sur 1 an**	-9,10 %	-6,50 %	-5,30 %
<u>50 ans et plus</u>	16740	74960	783500
Evolution sur 1 trimestre*	-3,80 %	-3,20 %	-1,70 %
Evolution sur 1 an**	-11,60 %	-8,10 %	-7,50 %

Source : Pôle emploi, Dares (STMT). Calculs des CVS-CJO : Dares

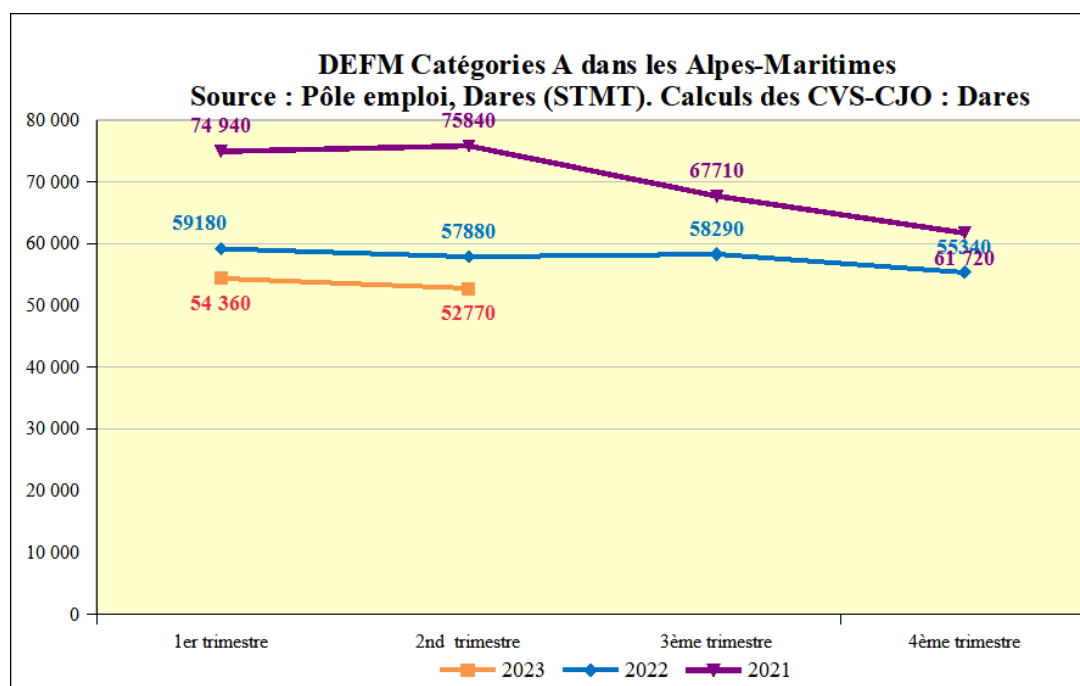
CAT A = D.E. tenus de rechercher un emploi, sans emploi. ;

CAT B = D.E. tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins dans le mois) ;

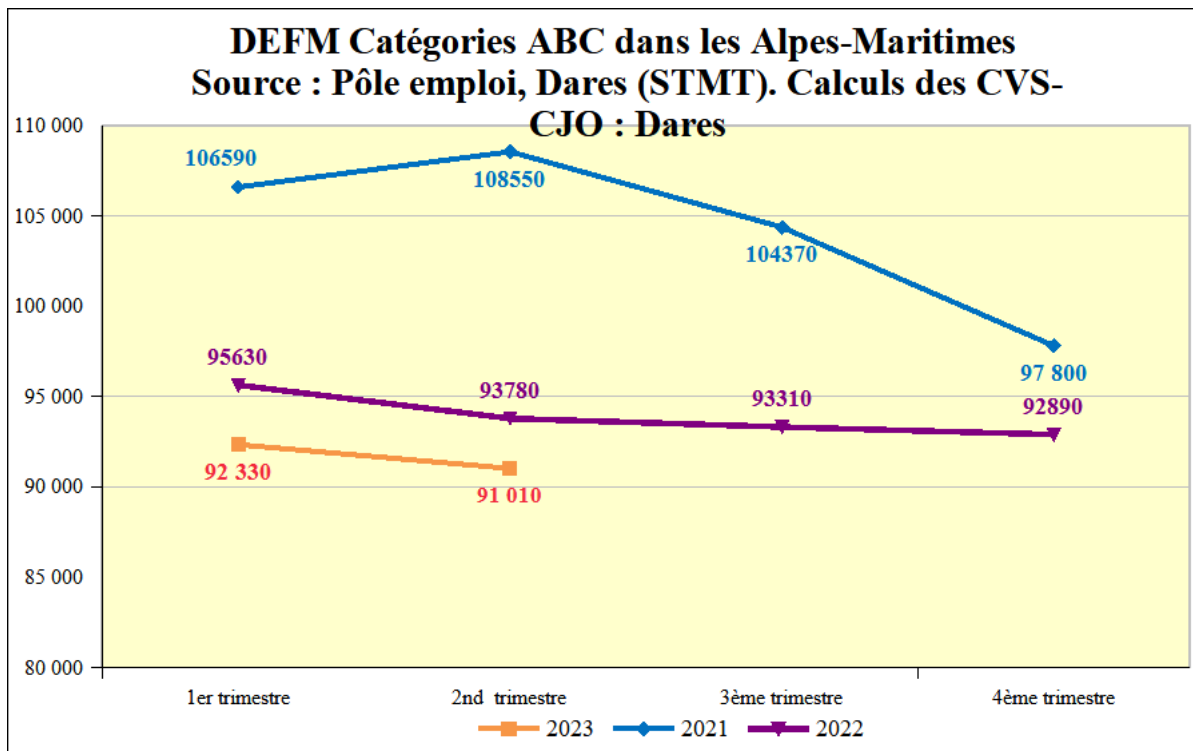
CAT C = D.E. tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de + de 78 h au cours du mois).

* Variation par rapport au trimestre précédent, en %

** Variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %

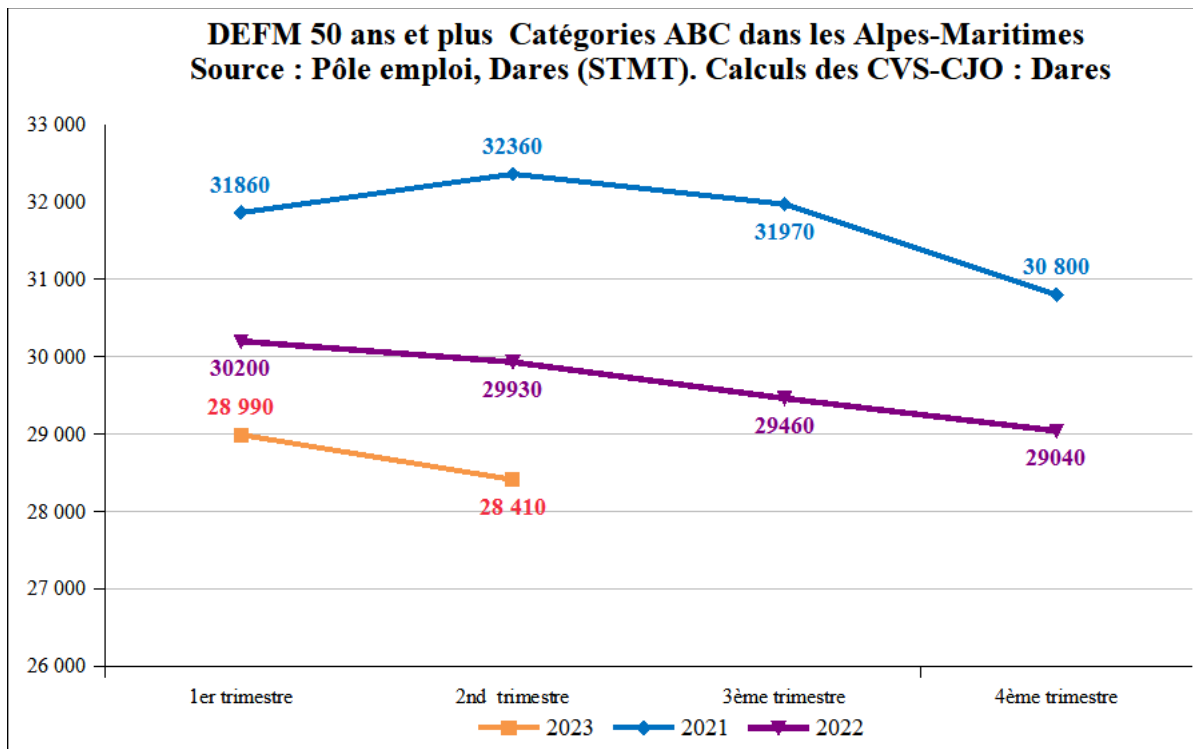


Dans les Alpes-Maritimes, la DEFM de catégorie A au 2ème trimestre 2023 a diminué de 2,9 % par rapport au trimestre précédent et diminué de 9,4% sur un an (PACA : évolution. Trim. -1,9% ; évolution annuelle -6,3 %)

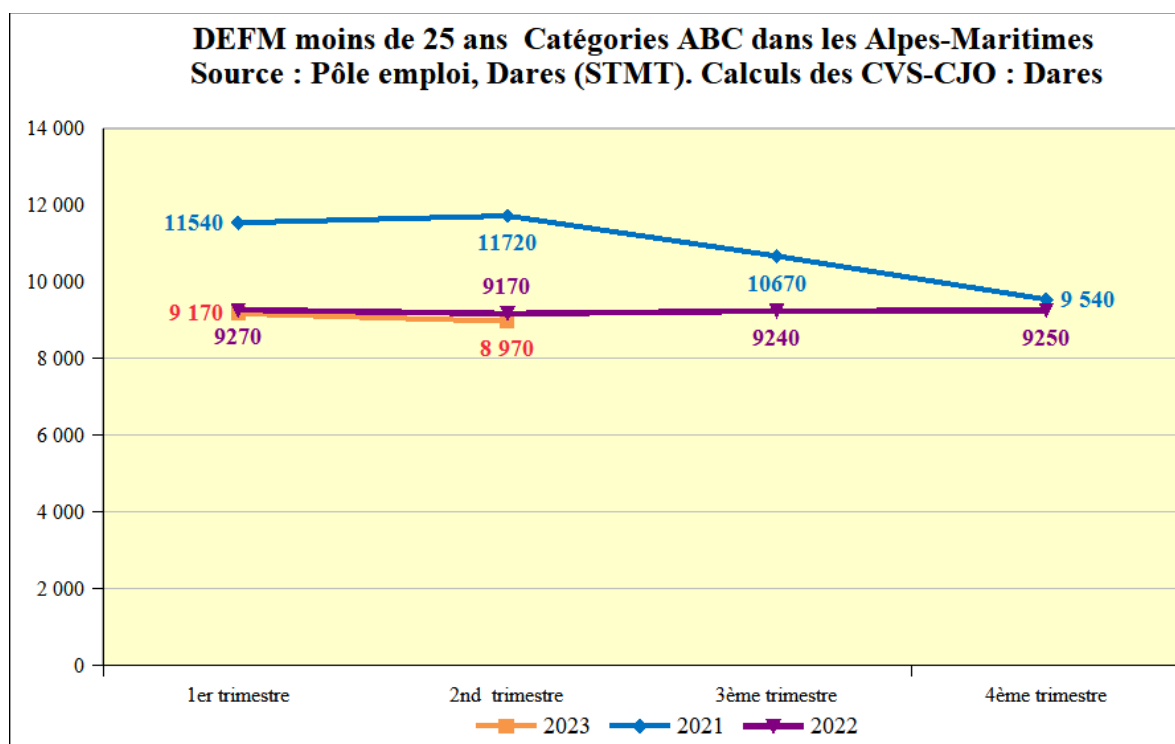


Dans les Alpes-Maritimes, la DEFM des catégories ABC au 2ème trimestre 2023 a diminué de 1,4 % par rapport au trimestre précédent et diminué de 3,1 % sur un an. (PACA évolution. Trimestrielle. -0,9 %, évolution annuelle -1,7 %).

1°) Seniors :



2°) Jeunes :



3°) Demande d'emploi de longue et de très longue durée :

Dans les Alpes-Maritimes, au 2ème trimestre 2023, la DEFM des catégories ABC inscrits depuis plus d'un an au chômage représente 36 670 personnes, soit 40,3 % des personnes inscrites en catégorie ABC.
Parmi ces demandeurs d'emploi, 20 180 personnes sont inscrites depuis 2 ans ou plus.

4°) La DEFM dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville

1er trimestre 2023							
Code géographique	Libellé géographique	Nombre total de demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C 2023 T1	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C, ayant moins de 26 ans 2023 T1	Nombre total de demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C 2022 T1	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C, ayant moins de 26 ans 2022 T1	Évolution du nombre total de demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C 2023 T1/2022 T1 (%)	Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C, ayant moins de 26 ans 2023 T1/2022 T1 (%)
Nice	Las Planas	172	20	160	15	7,5	33,3
Vallauris	Coeur De Ville - H	453	62	476	65	-4,8	-4,6
Cannes	Ranguin-Frayère	609	71	664	98	-8,3	-27,6
Cannes	Genêts - Oliviers	258	40	252	37	2,4	8,1
Grasse	Grand Centre	842	134	921	142	-8,6	-5,6
Grasse	Les Fleurs De Gra	124	21	157	23	-21,0	-8,7
Drap	La Condamine	139	29	131	25	6,1	16,0
Carros	Centre	209	38	248	41	-15,7	-7,3
Nice	Résidence Sociale Nicéa			112			
Nice St Laurent	Les Moulins - Le F	1 009	160	1 136	166	-11,2	-3,6
Nice	Les Sagnes	118	18	117	11	0,9	63,6
Nice	Centre	573	58	615	64	-6,8	-9,4
Nice	Paillon	1 686	251	1 780	269	-5,3	-6,7
Nice	Ariane - Le Mano	1 534	253	1 563	252	-1,9	0,4
Nice	Palais Des Expos	718	36	741	40	-3,1	-10,0
Vence	Centre	188	21	210	27	-10,5	-22,2
TOTAL		8632	1 212	9 283	1 275		

Mise en ligne le 21/07/2023 Découpage géographique des quartiers prioritaires de la politique de la ville au 14/09/2015

Source : Pôle Emploi-Dares, STMT Traitements statistiques : Insee

Le Directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités des Alpes Maritimes

François DELEMOTTE